



SERVICES INFORMATIQUES

Atos Bertrand Meunier fait le point sur les rumeurs et la scission

Pas de plan B pour le projet de scission d'Atos ? *La Lettre A* évoquait récemment un document circulant au sein du ministère des Armées et défendant un plan alternatif au rachat de Tech Foundations par Daniel Kretinsky, porté par le fondateur de CS Group, Yazid Sabeg. Mais Bertrand Meunier, le président du conseil d'administration d'Atos, a démenti ces rumeurs lors d'un entretien-fléuve accordé à nos confrères de *La Tribune*.

Sans détour, il y explique que la cession des activités historiques d'infogérance du groupe (Tech Foundations) est « devenue une solution possible le 1^{er} août compte tenu de la proposition concrète

d'EPEI », holding appartenant à Daniel Kretinsky. « Ni Airbus, ni Astek, ni aucun autre acteur français ou étranger, n'ont formulé d'offre de reprise », ajoute le président, balayant d'un revers de la main les informations relatives à un intérêt de Yazid Sabeg : « Nous avons juste vu apparaître son nom dans la presse. Nous n'avons jamais été contactés. C'est la réalité. »

KRETINSKY LIMITÉ À 7,5% DU CAPITAL D'EVIDEN

A ceux qui s'inquiètent de la présence d'un investisseur étranger au capital d'Eviden, positionné sur des segments sensibles comme la cybersécurité ou le calcul haute performance, Bertrand

Meunier répond que « quand Siemens détenait 10 % du capital d'Atos, personne ne disait rien ». Le dirigeant précise avoir lui-même proposé à Daniel Kretinsky de participer à l'augmentation de capital d'Eviden lui conférant 7,5 % du capital, et ajoute que l'homme d'affaires tchèque s'est « publiquement engagé à ne pas dépasser ce seuil ».

Il souligne également qu'Eviden sera « le seul acteur européen capable d'offrir toutes les solutions de souveraineté dans le numérique et la seule réponse réelle à la problématique du cloud souverain ». Bertrand Meunier en profite pour exprimer une frustration, partagée par de nombreux acteurs : « Je note qu'aux Etats-Unis, les appels d'offres en ce domaine sont réservés aux acteurs américains, alors qu'ils sont ouverts à tous en Europe. Nous voulons la souveraineté, mais on ne s'en donne pas les moyens », regrette-t-il. — Q. S.

NOTRE CONSEIL

RESTER À L'ÉCART L'opération nécessite l'approbation (incertaine) d'actionnaires remontés contre la direction, ce qui nous incite à rester à l'écart (ATO).
Prochain rendez-vous : le 26 octobre, résultats du troisième trimestre.

CRITÈRES D'INVESTISSEMENT	
COMPORTEMENT DE L'ACTION	
● PERFORMANCE DU TITRE	
COURS AU 14-9-23 :	7,03 €
VARIATION 52 SEMAINES : 2023 :	- 23,51 %
	- 21,95 %
● VOLATILITÉ	
BÊTA 52 S. :	2,3 FOIS
EXTRÊMES 52 S. :	15,76 € / 6,46 €
CONFIANCE DANS LA SOCIÉTÉ	
● SOLIDITÉ DU BILAN	
DETTE NETTE / FONDS PROPRES :	43 %
DERNIER ACTIF NET PAR ACTION :	30,73 €
● CONSENSUS DES ANALYSTES	
A 0 %	
C 50 %	
V 50 %	
PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE	
● ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ	
EVOL. MOYENNE (2019-2022) :	- 1 %
EVOL. 2023 ESTIMÉE :	- 2 %
● BNPA	
EVOL. MOYENNE (2019-2022) :	- 54 %
EVOL. 2023 ESTIMÉE :	148 %
INTÉRÊT BOURSIER	
● RENDEMENT	
DIVIDENDE 2023 ESTIMÉ :	0,11 €
RDT 2022 : NUL RDT 2023 EST. :	1,6 %
● VALORISATION ESTIMÉE	
PER 2023 :	3,9 FOIS
PER 2024 :	NS

